LE TORCHIS
contact@letorchis.com



La France sous tutorat allemand ?

Description

Devant l'incompétence des différents états européens, qui ne font que cumuler déficits sur déficits, la Commission Européenne élabore un vaste schéma d'austérité pour les différents budgets européens.

Ce schéma s'appliquera aux pays présentant un ratio « déficit/ PIB » particulièrement important, comme la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce.

Rappelons que les critères de Maastricht prévoyaient un déficit annuel inférieur à 3% du PIB, et une dette cumulée inférieure à 60 % du PIB. Ces critères ont été dépassés depuis fort longtemps, la pandémie, puis le choc énergétique de 2022 ayant notamment entraîné un dérapage des dépenses publiques.

Le relèvement des taux de la BCE,-3,5 % à l' heure actuelle, rendront le remboursement des intérêts de la dette insoutenable. A titre d'exemple, la France, avec une dette de l'ordre de 3.000 milliards d'euros, ne peut en aucun cas, soutenir un renouvellement de sa dette au taux de 3,5%, à plus forte raison si la BCE continue d'augmenter ses taux.

Alors ? La Commission européenne, dirigée par des fonctionnaires non élus et soutenus par les dirigeants politiques allemands, veut imposer à tous les états une baisse drastique de ses budgets nationaux, de l'ordre de 0,5 % à 1% de leur PIB.

Sachant que l'effort de guerre, en particulier pour soutenir l'OTAN et l'Ukraine, devrait se traduire par une hausse des budgets militaires, toute réduction du budget global ne pourrait se traduire que par une baisse importante des prestations sociales : allocations familiales, allocations logement, prestations santé, assedic, retraites, coupe dans les budgets des hôpitaux,… Un remake de ce qui s'est passé en Grèce, dans les années 2010.

L' Allemagne qui s'est révélée incapable de riposter au sabotage des gazoducs Nord Stream, se présentera en bon éléve de ces réductions de budgets, et sera de fait, le « garde- chiourme » des pays européens. Ce sera d'autant plus facile pour elle, qu'elle ne sera guère concernée par cette politique, puisqu'elle présente un ratio » dette/ PIB » relativement faible.

La France s’ est laissée imposer les directives européennes en matière d’établissement du tarif d’électricité. Acceptera t- elle de se laisser imposer ces nouvelles mesures financières?

Si oui, le mot souveraineté ne fera plus partie de notre vocabulaire.

Chanoine

Categorie

1. Économie

date créée
mai 2023